

Université Saint-Joseph
Faculté de sciences économiques

Le mémoire
De la 3ème année

Le financement de l'enseignement : approche conceptuelle et
approche pratique

Présenté par Tarek Mostafa

Problématique

Pendant les années 60 le concept du capital humain a été relancé par des économistes comme Gary Becker et Jacob Mincer et il a pris une grande importance au niveau de l'analyse économique.

Le capital humain peut être défini comme les connaissances, les qualifications, les compétences et les autres qualités que les individus possèdent et qui intéressent l'activité économique.

Le concept du capital humain regroupe une multitude de domaines, mon mémoire va analyser seulement le sujet du financement de l'enseignement.

D'abord dans la première on analyse la problématique du financement de l'enseignement qui pose un état de crise au niveau financier et doctrinal, et aussi on traite le sujet des aides aux étudiants et les autres sources de financement.

Ensuite dans la deuxième on présente les différentes formes du financement privé et public et leur efficacité au niveau économique.

Enfin dans la dernière partie on analyse le financement de l'enseignement dans les pays IEM (indicateurs de l'éducation dans le monde) qui sont considérés par l'OCDE et l'UNESCO comme des pays représentatifs.

Plan

A. Introduction :	3
-Définition du capital humain.	
-Avantages de la formation.	
-Représentation générale du contenu du mémoire.	
B. La problématique du financement de l'enseignement	
1. La crise financière et doctrinale de l'enseignement.	9
2. Le dilemme entre financement public ou privé.	12
3. Les autres sources de financement.	16
4. Réduction des coûts de l'enseignement.	19
5. Aides aux étudiants.	21
C. Les différents choix du financement de l'enseignement	
1. Le développement du financement privé.	26
2. Le développement du financement public.	32
D. Analyse du financement de l'enseignement dans les pays IEM (Indicateurs de l'éducation dans le monde)	
1. L'impact de l'éducation sur l'activité économique.	35
2. L'offre et le financement des services éducatifs.	37
3. La perspective des pays IEM pour l'avenir.	40
E. Conclusion	41

Nb de pages : 44

Nb de caractère : 64000

A. Introduction

Le concept du capital humain a repris du service dans les années 60 après deux siècles qu'il a été évoqué par Adam Smith, et cela grâce aux travaux des économistes comme Gary Becker et Jacob Mincer. Le concept du capital humain représente un instrument pour cadrer le débat sur les politiques de scolarisation puisqu'il assimile l'être humain à une certaine forme de capital.

Le capital humain peut être défini comme l'ensemble des connaissances, des qualifications, des compétences et des autres qualités que possède l'individu. Pour mesurer le capital humain il faut étudier sa rentabilité financière c'est à dire le gain marginal résultant de la scolarisation.

Les différents travaux menés sur le sujet du rendement de l'enseignement ont montré que l'enseignement formel a un taux de rendement de 5 à 15% de plus pour chaque année d'étude, mais le taux de rendement diffère pour chaque niveau : il est le plus élevé pour le primaire, moins important pour le secondaire et meilleur pour le supérieur, mais il faut noter que le taux de rendement de la formation est plus faible dans les économies développées que dans les économies en développement.

Aussi il ne faut pas oublier que la formation même si elle a un impact positif sur le revenu elle a aussi un impact sur les aptitudes des agents, cela indique qu'un tiers du rendement de l'investissement dans le capital humain est dû à des capacités intellectuelles plus élevées.

L'investissement dans le capital humain présente des avantages économiques pour les agents formés, car les connaissances et les compétences tendent à améliorer leur productivité et donc leur potentiel de gain. Les travaux sur ce sujet ont montré que le gain de la formation n'est pas négligeable et il est très important aux états-unies et au Royaume-Uni, ces constatations sont les mêmes pour les hommes et les femmes mais l'avantage salarial découlant de la formation est plus important pour les hommes.

Il faut noter que la formation procure non seulement un avantage initial mais un avantage salarial qui augmente au fur et à mesure de la vie active, car on trouve que dans la majorité des pays les gains des agents ayant un diplôme du troisième degré augmentent plus rapidement avec l'âge que les travailleurs moins formés. Mais il existe quelques exceptions par exemple au Japon les agents voient leurs rémunérations baisser vers la fin de leur vie professionnelle.

Aussi il faut noter que la formation présente un autre avantage qui est la possibilité de réduire le risque de chômage. La réduction du risque de chômage est sensible pour les élèves qui suivent le second cycle de l'enseignement secondaire, donc on peut conclure que les travailleurs ayant un certain niveau d'instruction ont davantage de chances de participer au marché du travail et leur vie active est plus longue que les personnes moins formées.

L'investissement dans le capital humain présente aussi des avantages non économiques. Outre les avantages dont profitent les individus, la formation peut être bénéfique à l'économie en générale.

Des travaux très récents de l'OCDE ont montré que dans les pays membres, une année supplémentaire d'étude aboutit à un accroissement de la production par habitant de 4 à 7 pour-cent.

L'éducation tend à améliorer la santé car une année supplémentaire de formation selon certaines études tend à réduire la consommation de cigarettes de 1.6 pour les hommes et de 1.1 pour les femmes.

Elle semble accroître le bonheur, elle favorise l'instruction de la génération future car les enfants dont les parents ont atteint le deuxième cycle de l'enseignement secondaire ont eux même plus de chance d'aller au bout de leurs études.

L'éducation est associée à une participation plus active à la vie civique, à des activités bénévoles, à l'octroi de dons plus importants, à des oeuvres de charité et à un risque plus faible de délinquance.

L'éducation participe aussi à l'acquisition de compétences polyvalentes telle que l'aptitude à travailler en groupe, la flexibilité et le sens de communication.

Après cette représentation rapide du capital humain et de ses avantages on va aborder le contenu du mémoire qui traite le sujet du financement de l'enseignement.

Dans la première partie on va analyser la crise du financement de l'éducation car il existe une crise financière et une autre doctrinale plus grave quant à l'utilité de l'éducation. Dans cette partie on va analyser les changements en matière de financement de l'enseignement car jusqu'à présent les autorités publiques ont supporté la totalité du fardeau mais il y a une tendance de transférer une bonne partie de ce poids aux utilisateurs, c'est à dire aux parents et aux étudiants et au secteur privé.

La crise financière de l'enseignement réside dans le fait que la société est obligée d'assurer un minimum de formation pour ses étudiants. Mais ce minimum n'est pas capable d'assurer une formation appropriée de la force du travail dans un monde qui progresse du point de vue technologique et dans une économie de plus en plus compétitive. Donc on trouve que l'expansion des systèmes d'éducation ne présente pas un luxe mais une nécessité pour le développement économique.

Mais cela ne veut pas dire que les systèmes d'éducation post-obligatoire doivent bénéficier d'une priorité financière absolue dans tous les pays puisque l'enseignement de base est loin d'être généralisé dans plusieurs pays surtout en Afrique où la qualité de l'éducation a baissé d'une manière dramatique donc l'enseignement de base dans ces pays doit rester une priorité.

L'amélioration de l'enseignement reste une priorité dans les pays industrialisés et constitue une condition de développement économique de ces pays, il faut noter que l'amélioration et l'expansion de l'enseignement revêtent plusieurs formes, comme l'enseignement universitaire, secondaire et post-secondaire et aussi les instituts technologiques et les établissements communautaires et les programmes de formation organisés par les entreprises ou les syndicats.

Le financement de l'enseignement est en état de crise, cela est dû au fait que la crise financière de nos jours est plus forte et aiguë que les années 60 et elle est aussi aggravée par le manque de confiance qui rend les gouvernements moins disposés à subventionner l'enseignement généreusement. Ces crises ont entraîné de nombreux changements dans le financement et la gestion d'où il y a une tendance au financement mixte. Les différentes formes de financement qui représentent de nombreuses alternatives de réformes vont être analysées dans la première partie du mémoire.

Dans la deuxième partie on va analyser les changements du système de financement de l'éducation entre 1992 et 2002 en partant de la crise du financement qui a résulté de la croissance rapide de la population étudiante et du manque de confiance dans la capacité du gouvernement à promouvoir la croissance.

Le financement de l'enseignement est devenu de plus en plus basé sur des sources mixtes où les étudiants sont censés contribuer plus au coût de leur instruction, il y a aussi un développement de différents mécanismes en vue de rendre le partage des coûts plus équitable, comme la détermination des coûts effectifs de l'éducation par programme d'étude, même par cours, est devenue plus pertinente, et le financement de la recherche se distingue progressivement du financement destiné à l'enseignement.

Beaucoup de changements ont eu lieu à partir des années 90, sous la pression de la communauté financière internationale et l'expansion de la mondialisation des économies, certains pays africains, latino-américains et asiatiques, ont encouragé le développement du secteur privé de l'enseignement.

Face à une baisse des revenus et à un accroissement progressif des coûts sociaux un grand nombre de pays ont tenté de limiter l'expansion du financement public de l'éducation. Les solutions ont été celles de réduire les coûts et d'imposer le partage avec ceux qui profitent de la formation.

Suite à ces changements on a trouvé que le coût par étudiant a baissé dans la plus grande partie des pays développés sauf en Italie et en Grèce où les dépenses ont augmenté, les investissements privés dans l'enseignement supérieur ont augmenté dans les 17 pays de l'OCDE de manière significative.

Dans la majorité des pays, on a introduit des frais d'étude où ils n'existaient pas et on les a augmentés là où ils existaient déjà, la stagnation et même la baisse du financement public favorise le développement de nouvelles ressources.

Le développement et la réorganisation des systèmes d'aides aux étudiants qui étaient basés sur un système d'enseignement élitiste a donné lieu à un recours croissant aux ressources familiales et a plus de considérations concernant l'efficacité et l'équité.

Dans la troisième partie on va analyser les indicateurs élaborés par l'OCDE et l'UNESCO sur les pays IEM (Indicateurs de l'éducation dans le monde). Ils examinent à la fois les investissements et les rendements de l'éducation et du capital humain.

Cette étude menée sur les pays IEM amène de nouveaux résultats par rapport aux études menées sur les pays de l'OCDE, et expose les niveaux actuels de participation et de dépenses d'éducation ainsi que les perspectives futures dans les pays IEM.

Cette étude se penche aussi sur le financement des systèmes éducatifs en examinant les dépenses et les stratégies d'investissement dans le capital humain dans les pays IEM.

L'importance de l'éducation progresse dans tous les pays. Cette évolution revêt une importance particulière pour les pays IEM, il est clair qu'un niveau d'éducation élevé est non seulement essentiel pour l'individu mais pour la nation dans son ensemble donc l'accès à l'éducation est un facteur clef dans l'accumulation de capital humain et dans la croissance économique.

Les pays IEM sont caractérisés par une progression de l'éducation post-obligatoire suite à la croissance démographique, à l'augmentation des taux de réussite dans l'enseignement primaire et à la reconnaissance des avantages de l'éducation.

Cependant les pays IEM souffrent des coûts de l'expansion de l'éducation et les gouvernements rencontrent de plus en plus de difficultés à faire face à l'augmentation des dépenses.

B. La problématique du financement de l'enseignement

Le financement de l'enseignement représente un état de crise. Les autorités publiques ont supporté jusqu'à présent la totalité du financement, mais aujourd'hui il y a une tendance à faire des transfères aux utilisateurs. Cette partie va analyser la crise du financement ainsi que les moyens de sa diversification.

1- La crise financière et doctrinale de l'enseignement

a- La crise financière

Depuis les années 50, suite à la croissance démographique et aux exigences croissantes des familles dans les pays développés et dans les pays en voie de développement, la demande d'enseignement a enregistré une croissance explosive, pour répondre à cette situation nouvelle, les fonds alloués et le nombre des inscriptions ont connu une augmentation.

La croissance de la demande d'éducation a été spectaculaire dans la période allant de 1955 à 1986, le nombre des inscriptions a été multiplié par 63 au Venezuela, par 87 au Madagascar, par 112 au Nigeria, par 15 en Espagne et par 6.7 en France. Mais la croissance s'est ralentie depuis les années 70.

L'expansion générale de l'éducation a demandé une croissance importante de son financement. Au début les budgets affectés à l'éducation ont augmenté d'une manière extraordinaire et cette augmentation a continué jusqu'à les années 80. Depuis les années 80, il y a un renversement de tendance d'où il y a une stabilisation même une baisse des fonds accordés à l'enseignement.

Suite à ces deux phases de croissance et de ralentissement on peut dégager six phénomènes :

Les pays en voie de développement ont rattrapé les pays développés, ce qui signifie que leur effort été très intense dans le passé et ne peut pas être soutenu à long terme.

La crise financière suite au choc pétrolier de 1973 a provoqué un fort accroissement de l'effort public en faveur du financement de l'enseignement dans les pays développés et dans les PVD. Mais la stabilisation de cet effort s'est traduite par des dépenses par étudiant plus faible.

Le financement de l'enseignement post-obligatoire a diminué plus que le financement de l'enseignement obligatoire.

Le renversement de la tendance à la hausse est caractérisé par une réduction de l'effort public, par une baisse des fonds destinés au financement de l'éducation et non par une baisse de la demande d'enseignement post-obligatoire.

Le ralentissement de l'activité économique et la croissance des indemnités chômage, des fonds pour l'agriculture, pour la santé et pour la dette extérieure ont amené une baisse des fonds consacrés à l'enseignement.

Donc on peut conclure que l'enseignement souffre d'une crise de financement dans la majorité des pays, et cette crise ne va pas disparaître à court terme.

b- La crise doctrinale

La croissance explosive de la demande d'éducation dans les années 60 a été rendue possible par le fait que les gouvernements ont reconnu l'importance de l'éducation et ils ont affecté des ressources publiques à ce secteur car dans cette période l'enseignement était présenté comme un investissement hautement profitable.

Mais pendant les années 70, l'optimisme excessif et l'obligation de donner la priorité à l'enseignement a diminué suite à l'accroissement du chômage des diplômés, à l'incapacité du système éducatif à fournir des spécialistes adaptés aux besoins du marché, et à l'émergence d'une nouvelle théorie économique, toutes ces nouvelles tendances ont finalement conduit à l'émergence d'un point de vue critique à l'égard de l'éducation.

Donc on trouve que les différents gouvernements sont entrain de rechercher de nouvelles possibilités de financement et de nouveaux rapports avec le système éducatif.

Mais les tendances de ces gouvernements sont différentes selon la nature de leurs systèmes de financement. Par exemple les pays à contrôle public veulent plus de financement privé, et les pays où les établissements privés sont dominants comme le Japon veulent plus de contrôle public. Donc il y a des tendances vers le financement mixte de l'éducation.

On peut conclure que la complexité des systèmes d'éducation rend difficile la détermination d'une solution scientifique optimale au problème du financement de l'enseignement, mais il est possible de trouver des solutions appropriées à chaque situation et même on peut trouver des solutions communes pour les problèmes de gestion et de financement.

2- Le dilemme entre financement public ou privé

Il y a plusieurs problématiques au niveau du financement de l'éducation :

- Le financement doit être privé ou public, la détermination d'une solution optimale doit être basée sur une analyse économique scientifique, la conclusion est que le financement optimal doit être mixte.
- Le financement mixte donne lieu à un double système de financement, public avec les fonds de l'état et privé avec les fonds des établissements privés, mais en réalité on peut recommander un financement mixte pour les établissements publics et privés en même temps.
- Les subventions doivent être accordées aux établissements ou bien aux étudiants, Et on va analyser comment les philanthropiques et les aides étrangères aux pays sous-développés doivent être fournies et reçus.

a- Choix entre financement public et financement privé

L'enseignement présente plusieurs avantages puisqu'il est considéré comme source de satisfaction et de bien-être social donc il ne doit pas être traité comme une marchandise.

- Défense du financement public de l'enseignement

Dans les économies libres de marché le processus économique et la compétition entre les différents groupes conduit à une allocation optimale des ressources disponibles. Mais pour atteindre cet optimum il faut réunir plusieurs conditions, certaines de ces conditions ne sont pas assurées dans le cas de l'enseignement.

Les biens publics sont des biens qui présentent des caractères spécifiques, ils peuvent être utilisés par plusieurs personnes d'une manière non compétitive ils ne peuvent pas être

vendus sur le marché. Ce phénomène dissuade les entreprises privées de les produire.

Si ces biens sont d'une grande importance pour la société, ils devront être financés par des moyens extérieurs au marché, l'enseignement n'est pas un bien public puisqu'il peut être exclusif, il est un bien mixte mais il est de première nécessité pour la société cela constitue un plaidoyer pour le financement public en vue de maintenir la qualité de l'enseignement.

L'information à la disposition des étudiants est imparfaite, d'où il existe une incertitude sur les avantages de l'éducation et qui conduit les étudiants à moins investir dans leurs études, et aussi on peut conclure que cette incertitude dissuade les prêteurs de financer les études aux taux du marché. Cela accroît le coût de l'enseignement pour les agents qui n'ont pas de ressources et diminue la demande d'enseignement.

Un autre argument en faveur du financement public est la présence d'externalités positives, on dit qu'il y a externalités positives lorsque la production ou la consommation des biens procure non seulement un avantage à ceux qui les acquièrent mais aussi à la société. L'enseignement présente des externalités positives économiques et non économiques, ces externalités sont le progrès scientifique, la croissance économique et la transmission du savoir, des valeurs culturelles. Donc on peut conclure que ces externalités justifient un financement public.

Si on considère le gouvernement comme une entité qui vise la maximisation de son revenu, on peut dire que si le gouvernement estime que ses revenus sous forme d'impôts sur les diplômés vont rapporter plus que ses dépenses pour le financement de l'éducation, le financement public sera profitable.

- Défense du financement privé de l'enseignement

La principale raison pour laquelle les individus doivent payer pour leur éducation au-delà de l'enseignement post-obligatoire est du fait qu'ils retirent des avantages sous formes de revenus ou d'un statut social plus élevé.

On peut présenter plusieurs arguments en faveur du paiement des droits d'inscription.

Les agents ont tendance à consommer les biens gratuits d'une manière indistincte et excessive, mais lorsqu'il existe des droits qui doivent être payés par les consommateurs leur consommation devient plus rationnelle.

Lorsque les agents paient ce qu'ils consomment, ils le droit de porter un jugement sur le produit consommé, donc suite au paiement des droits d'inscription les écoles doivent prendre en compte les préférences des étudiants et organiser les programmes d'études en conséquence.

Les droits d'inscription représentent des ressources pour les écoles financées publiquement et peuvent être utilisés pendant les périodes de restrictions budgétaires.

L'enseignement général réduit les coûts de recyclage lorsqu'on change de produits et de technologies, et l'enseignement spécialisé accroît la productivité. Donc les entreprises doivent payer pour ce qui leur procure des avantages.

Suite aux arguments présentés en faveur des deux types de financement on peut conclure que le financement mixte est la solution optimale. Donc le secteur public et le secteur privé doivent participer au financement chacun selon les bénéfices qu'il en retire.

b- Le financement mixte de l'enseignement

Les différents pays font des choix différents en matière de partage de la charge de l'éducation entre le public et le privé. La solution optimale du financement réside dans un système de financement mixte.

Il existe plusieurs arguments en faveur des subventions publiques aux écoles privées.

Les subventions publiques représentent une condition essentielle pour le développement de l'enseignement privé. Les écoles privées ne peuvent attirer un grand nombre d'étudiants qu'à condition qu'elles prélèvent des frais réduits.

Les subventions publiques peuvent aider à atteindre des objectifs culturels et économiques, elles permettent de transférer une partie du poids du financement vers les ménages, elles permettent à l'état de contrôler les écoles privées et de s'assurer qu'elles ne fournissent pas une éducation de qualité minimale.

c- Les subventions doivent être accordées aux établissements ou bien aux étudiants.

Les subventions de l'enseignement post-obligatoire sont nécessaires, mais les mécanismes et les voies institutionnelles de ces subventions diffèrent d'un pays à un autre.

Il existe deux solutions opposées, on accorde les subventions aux étudiants ou bien aux établissements. Dans le premier cas l'établissement perçoit des droits d'inscription et les étudiants un prêt d'études subventionné par l'état. Dans le dernier cas l'établissement détermine la quantité et la qualité de l'enseignement et il reçoit en contre partie des subventions de l'état.

- Les subventions accordées aux établissements

Les subventions peuvent être générales ou spécifiques. Dans le premier cas les fonds publics sont utilisés sous forme de budgets annuels établis selon un calcul déterminé et ils sont versés comme des allocations budgétaires. Par contre les subventions spéciales sont accordées pour des objectifs bien précis.

Traditionnellement les subventions de l'état étaient spécifiques et limitées, les salaires des personnels étaient payés directement par l'état.

Mais aucune des deux types de subventions conduit à une solution optimale : les subventions générales ne sont pas stimulantes et tendent à diminuer avec le temps. Les subventions spécifiques n'assurent pas la stabilité à long terme.

- Les subventions accordées aux étudiants

Les subventions accordées aux étudiants sont sous deux formes : les bourses et les prêts. Si les états s'orientent vers des subventions des étudiants, les subventions des établissements vont diminuer et donc ces établissements vont augmenter leurs frais d'inscription.

Les subventions accordées aux étudiants donnent aux étudiants la liberté du choix, elles sont susceptibles de promouvoir l'équité car le montant du soutien peut être ajusté selon les besoins de l'étudiant, elles stimulent la concurrence entre les établissements en vue d'attirer les étudiants. Mais elles présentent aussi des aspects négatifs, car elles favorisent la planification à court terme au détriment du long terme et parfois elles encouragent le manque d'exigence en vue d'attirer les étudiants.

La solution optimale du partage des subventions entre les établissements et les étudiants consiste à une allocation mixte des ressources de l'état.

3- Les autres sources de financement

Les établissements d'enseignements ne vivent pas seulement des subventions accordées par l'état mais ils doivent supporter une partie de leur financement. Il existe plusieurs formes de financement autres les subventions comme le revenu du patrimoine, l'assistance internationale et les ressources philanthropiques.

a- Le financement par les entreprises

Les entreprises contribuent au financement des activités étatiques comme l'enseignement par des impôts. Mais il y a d'autres méthodes pour les convaincre à assumer cette responsabilité comme les taxes spéciales pour l'enseignement.

Parfois les entreprises ne sont pas obligées à contribuer au financement de l'enseignement si elles peuvent résoudre leurs problèmes par des contrats avec les établissements d'enseignements.

L'enseignement par les entreprises est très important car les changements technologiques rapides nécessitent une main d'œuvre spécialisée et adaptée aux nouveaux processus et à une nouvelle organisation du travail.

Pour atteindre leurs objectifs, il faut que les entreprises passent des contrats avec des établissements d'enseignement. Mais les écoles techniques et les universités ne sont pas adaptées aux nouvelles exigences du marché donc les entreprises doivent créer des départements pour la formation de leur personnel et ces départements vont être financés par les droits d'inscription payés par les entreprises. Du point de vue des établissements d'enseignement un tel investissement dans le capital humain ne peut être acceptable que si les ressources peuvent stimuler la recherche et l'enseignement traditionnels.

Aussi les entreprises peuvent participer à la formation à l'aide des stages qu'elles offrent et qui permettent de franchir le fossé entre les connaissances abstraites et l'expérience pratique.

La recherche est menée soit conjointement avec l'enseignement, soit indépendamment. Elle est liée au processus de production et peut être considérée comme une modalité d'investissement productif par les firmes et par les organisations publiques. Les firmes et les établissements d'enseignement peuvent passer des contrats avantageux qui seront efficaces à long terme.

La recherche peut créer d'autres ressources aux établissements d'enseignements dans le cadre de transfert de technologie, où les établissements exploitent les droits de propriété intellectuelle en vendant les brevets et les licences des inventions de leurs laboratoires. C'est une voie pleine de promesse mais difficile car les universités doivent garder le secret de leurs produits dans un monde compétitif et elles doivent être capables de protéger et de commercialiser leurs idées.

b- Revenus de la propriété, des avoirs industriels ou financiers

Les dotations des établissements d'enseignements sont formées en terres ou en propriétés pour assurer leur indépendance financière, mais ces dotations ne peuvent pas être considéré comme le moyen principal de faire des subventions. Certains donateurs disent que les donations doivent avoir un objectif déterminé et donc les universités doivent gérer et accumuler les fonds reçus pour les dépenser ultérieurement.

Dans la seconde moitié du 20ème siècle les dotations ont pris la forme de valeurs financières qui rapportent plus des bénéfices mais plus de risques aussi. Ces valeurs financières supposent des compétences coûteuses et peuvent créer des problèmes. Les établissements d'enseignements peuvent exercer des pressions sur les entreprises où elles détiennent des actions pour orienter leur activité vers des buts nobles et créatifs.

c- Philanthropes, bienfaiteurs et sponsors

La philanthropie des individus et des entreprises se trouve dans un cadre caractérisé par un système fiscal favorable et par une solidarité au niveau de communautés locales. Les compagnes de charité même les plus organisées ne réussissent pas collecter les fonds nécessaires à l'expansion de l'éducation. Les philanthropies doivent être exemptes d'impôts et habilitées à recevoir des donations de la part des firmes et des agents privés.

d- L'assistance internationale

Certains PVD ne sont pas capables à court et à moyen terme d'assurer un minimum d'éducation et à faire face à la croissance démographique, donc il y a une nécessité d'une assistance internationale.

On peut conclure que l'assistance internationale doit s'accroître surtout pour certains pays en voie de développement et cette assistance doit être sous forme de subvention aux programmes locaux.

e- Les effets des changements dans le financement

La diversification des ressources peut amener des subventions aux établissements de l'EPO (enseignement post-obligatoire) mais aussi des conséquences sur leur organisation. Il faut dire aussi que tout changement de sources de financement affecte le fonctionnement de l'établissement d'éducation.

4- Réduction des coûts de l'enseignement

Dans une situation de crise les établissements d'enseignement doivent réussir à augmenter ou au moins à maintenir leur rendement. La diversification des ressources de financement n'est pas la seule solution car il existe deux moyens d'utilisation plus efficace des ressources et qui peuvent conduire à un accroissement du rendement.

Premièrement, si l'état agit de manière à réduire les subventions publiques, les ressources des établissements d'enseignement vont diminuer donc ces établissements vont être obligés de réduire les dépenses qui ne sont pas essentielles et de redistribuer leur personnel. L'évaluation de ces politiques en Europe montre que leurs effets sont en rapport direct avec le degré d'autonomie des établissements d'enseignement.

Il faut noter que l'accroissement de l'efficacité de l'enseignement ne peut pas être mesuré dans la plupart des cas car il n'existe pas des indicateurs de performance dignes de confiance.

Deuxièmement, on peut accroître l'efficacité par rapport au coût par des changements dans la manière dont on dispense les services éducatifs. L'éducation traditionnelle est organisée de manière à augmenter les coûts puisqu'elle exige une haute qualification. La méthode efficace de réduire les coûts est de remplacer le travail par le capital, cette méthode a été négligée pour longtemps, mais avec le développement des médias les choses doivent changer : car la transmission des connaissances va être influencée par les nouveaux médias qui doivent venir à l'aide de l'enseignement et de la recherche.

Mais en réalité on trouve que les espérances bâties sur les différents types d'appareils audiovisuels (télévision, radio) ont été détruites. Les observateurs ont estimé que ces instruments étaient coûteux et sans effet sur le processus d'enseignement.

Le développement de nouvelles générations de médias comme les nouvelles technologies de communication (Internet, micro-ordinateur...) a un potentiel plus important d'influencer l'enseignement. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) comportent trois sortes d'effets sur le financement de l'enseignement.

Premièrement, les NTIC permettent un enseignement à distance de haute qualité. On peut faire appel aux meilleurs spécialistes d'informatique pour établir les logiciels de cours qui permettent aux étudiants de suivre les conférences des meilleurs professeurs du pays et selon leur propre emploi du temps.

Deuxièmement, les NTIC peuvent contribuer à la diminution du coût de l'enseignement en permettant aux étudiants de choisir leur propre emploi du temps et de diminuer le nombre d'heure par semaine. Aussi si chaque cours est utilisé par un grand nombre d'étudiants cela va limiter les coûts par étudiants par rapport aux méthodes traditionnelles d'enseignement. Le gain sera le plus important au niveau des écoles car la demande d'éducation n'est pas aussi diversifiée que dans le cas de l'enseignement supérieur des adultes.

Troisièmement, l'enseignement à l'aide des NTIC peut permettre de déplacer le financement vers les étudiants. Les étudiants doivent payer pour le matériel (micro-ordinateur...). Aussi si les étudiants sont des adultes qui anticipent une hausse de leurs revenus suite à l'acquisition du diplôme ils vont être plus disposés à supporter les frais de leurs études. En certains cas les étudiants peuvent recevoir des aides de leurs employeurs.

Il existe deux objections à faire. Premièrement, les évaluations montrent que la diffusion des NTIC va être plus lente que prévu. Deuxièmement, les NTIC sont des instruments sophistiqués, ils ne peuvent fonctionner que dans un environnement approprié, ils doivent être entretenus et réparés. Cela pose un problème pour les PVD et pour les zones rurales.

5- Aides aux étudiants

Les étudiants peuvent continuer leurs études grâce à l'argent gagné à l'aide des emplois aux campus. Ces emplois doivent être subventionnés par les gouvernements responsables et ils doivent être favorisé par des études à temps partiel.

Les frais d'études à la charge de l'étudiant peuvent être échelonnés par différents moyens, mais il faut noter que ces aides ne couvrent pas intégralement les frais de scolarité. Cela soulève plusieurs problèmes :

- Les subventions doivent couvrir le prix des services pédagogiques ou bien le coût total?
- Les étudiants doivent être aidé par des bourses ou par des prêts ou par les deux à la fois?
- Les aides doivent être utilisées de manière à orienter les étudiants vers certaines disciplines?

a- Coût des services pédagogiques ou bien coût de la vie

On ne peut pas séparer le problème de la subvention du coût des services pédagogiques et celui des frais d'entretien de l'étudiant. Les étudiants pour qu'ils puissent continuer leurs études ils doivent renoncer à un emploi donc à gagner leur vie, et il ne faut pas s'attendre à ce que leurs familles les prennent en charges.

b- Bourses ou prêts d'études

Ces deux genres de soutien financier ont un double objectif, de point de vue efficacité il faut maximiser le nombre d'étudiants en vue de maximiser la formation supérieure des gens, du point de vue équité il faut permettre à chaque étudiants de continuer ses études quelle que soit sa situation financière.

- Les bourses

Les effets des bourses sont différents selon la manière dont on les gère : couvrir le coût intégrale ou bien une partie du coût ou le coût de la vie.

Les subventions ont une grande importance lorsqu'il y a une pénurie de main d'œuvre qualifiée. Les bourses peuvent être payées aux étudiants ou peuvent être sous forme de coupon, chaque coupon présente un certain pouvoir d'achat qui peut être encaissé dans n'importe quel établissement d'enseignement. Les coupons présentent deux avantages : la mise en application du droit à l'éducation et la liberté de choisir. Les subventions peuvent être accordées aux établissements d'éducation, afin qu'ils ne perçoivent des frais de scolarité.

Les bourses qui couvrent les frais d'entretien peuvent être accordées en nature ou en espèces. Lorsque les bourses sont en nature ils sont accordés aux établissements qui offrent les services, et lorsqu'elles sont en espèces ils sont accordés aux étudiants. Mais les bourses ordinaires sont considérées comme inéquitable et même régressive puisqu'elles viennent en aide autant pour les riches que pour les pauvres.

Les bourses peuvent être de deux types, les bourses accordées en fonction des revenus pour accroître l'égalité des chances et les bourses de mérite qui sont attribuées en fonction des réussites scolaires et qui augmentent l'efficacité en maximisant la formation.

Il est très important de promouvoir l'équité du système éducatif. L'égalité des chances signifie que tous les étudiants ayant un minimum de compétence doivent être capables de dépasser l'enseignement obligatoire quelle que soit leur situation économique. Les aides aux étudiants ont comme but de franchir l'obstacle financier.

Les aides aux étudiants ont permis à un plus grand nombre d'étudiants de fréquenter les établissements d'enseignement. Mais cette n'a pas réussi à éliminer les effets dus au milieu social.

- Les prêts d'études

Dans la majorité des pays où l'enseignement était gratuit, les gouvernements ont une tendance à transférer une partie des coûts de l'enseignement aux utilisateurs.

Premièrement les frais d'entretien et les subventions des étudiants en nature (subvention des repas, du logement, du transport, et de l'assistance sociale) sont entrain de diminuer, les étudiants sont obligés de supporter une partie croissante des coûts de leurs études.

Deuxièmement, certaines charges de l'EPO sont transférées aux étudiants sous formes de frais spécifiques (laboratoires, ordinateurs, bibliothèques). Les revenus des familles et le budget de l'état ne sont plus capables de couvrir les charges de l'EPO, d'où il y a un recours aux prêts d'études.

L'enseignement est un investissement rentable pour la majorité des étudiants, donc il est acceptable que la société ne supporte pas la totalité de son financement, les étudiants doivent supporter au moins une partie des coûts puisqu'ils retirent un profit économique de leur éducation. Cette partie peut être couverte par un prêt d'éducation si la rentabilité économique anticipée permet le remboursement du prêt avec les intérêts et même avoir un gain.

Les étudiants qui continuent leurs études à l'aide d'un prêt ont une tendance à choisir avec plus de discernement leur domaine d'études et essaient d'achever leur formation le plus vite possible pour limiter les prêts.

- Prêts commerciaux

Ces prêts sont organisés comme un prêt bancaire ordinaire. Le taux d'intérêt est fixé selon le marché et la période de remboursement est fixe.

Cette méthode de financement de l'enseignement est plus risquée que les autres types de prêts pour l'emprunteur et pour le prêteur. Car l'étudiant qui a emprunté pour continuer ses études ne peut pas savoir les conditions futures du marché du travail et d'autres facteurs imprévisibles, et aussi cet étudiant n'est pas sûr

d'obtenir ce diplôme. Le résultat de l'existence de ce risque est que les banques sont moins disposées à accorder de tels prêts sans garantie gouvernementale, et quand elles accordent un tel prêt elles le font avec des taux d'intérêt très élevés.

- Les programmes publics pour les prêts d'études

L'état peut agir de deux manières, il peut offrir des prêts aux étudiants à des taux d'intérêt faibles, il peut consister en une garantie contre le non-paiement.

Face à la grande incertitude vers l'avenir, les prêteurs ont tendances à se protéger contre certains emprunteurs par des primes. Cela accroît les frais d'études de ceux qui ne sont pas supportés par leurs familles. Dans ce cas une garantie publique ou une subvention serait capable de créer un marché parfait et de corriger la distorsion de l'allocation des ressources. Ces subventions pèsent sur le budget public mais elles peuvent être supporter plus facilement que les subventions directes.

Puisque l'enseignement présente non seulement des avantages au niveau des individus mais au niveau de la société aussi, les étudiants ne doivent pas supporter la totalité des frais de l'enseignement. Les étudiants doivent recevoir des subventions pour alléger leurs frais de scolarité. Mais si les établissements d'enseignement sont déjà subventionnés et l'état accorde des prêts subventionnés aux étudiants alors il y a double subvention de la même chose, ce qui complique la gestion du système éducatif.

Les subventions substantielles sont acceptées si elles se limitent aux étudiants pauvres. Mais il est très difficile de mesurer la capacité des gens à payer. D'où il faut utiliser de nouvelles formes de prêts comme les prêts à remboursement en fonction du revenu.

Les prêts subventionnés présentent un désavantage : étant donné qu'ils représentent des dépenses périodiques, ils tendent à être limités pendant les périodes de crises économiques, limitant l'accès à l'enseignement.

- Prêts à remboursement en fonction du revenu

L'incertitude face à l'avenir peut dissuader les étudiants de prendre le risque de s'inscrire à l'université. Cette incertitude conduit à des décisions inefficaces et des mauvaises allocations des ressources. Cette situation peut être évitée par la création d'une assurance contre le risque que présente pour un individu le fait de ne pas toucher un revenu qui rend profitable l'investissement dans l'enseignement. Ce genre d'assurance peut être réalisé par les prêts à remboursement en fonction du revenu.

Il existe deux types de rapports entre le remboursement et le revenu :

Premièrement, le remboursement peut augmenter ou diminuer selon le niveau atteint par le revenu. Ce processus assure l'emprunteur contre les fluctuations de son revenu. Si son revenu baisse alors les remboursements de l'emprunt vont baisser aussi. Cela oblige les riches à rembourser plus vite que les pauvres.

Ce type de prêts présente deux inconvénients : le premier est le risque moral selon lequel les individus se comportent avec plus de négligence face aux événements contre lesquels ils sont assurés, car si un étudiant accepte de vivre avec un revenu faible alors l'état va supporter des pertes financières. Le second inconvénient est la sélection contraire, si les étudiants anticipent des revenus très importants ils choisiront de financer leurs études par des emprunts auprès des banques ou en faisant appel à leurs familles et alors la source pour les remboursements supplémentaires tarira. Seuls les individus qui anticipent des revenus faibles vont emprunter selon ce système, ce qui créera un déséquilibre important.

Deuxièmement, le prêt peut être remboursé plus ou moins vite selon le revenu de l'emprunteur. Les riches remboursent plus vite que les pauvres mais à la fin du remboursement le montant est le même pour les pauvres que pour les riches. Cela réduit le risque d'une sélection adverse mais n'élimine pas le risque moral.

Les prêts accordés en fonction du revenu peuvent réduire le budget public. Il existe deux exceptions : premièrement, les

prêts initiaux doivent être financés par l'argent public jusqu'au moment où les remboursements commencent à rentrer. Deuxièmement, un tel système est destiné à produire un déficit, quelle que soit la solution choisie.

Une clause de grâce qui renonce au remboursement peut être utilisée par le gouvernement comme un stimulant afin d'attirer les étudiants vers certains emplois dont on a besoin. Et on peut à l'aide de cette clause récompenser les étudiants éminents ou encourager l'obtention rapide des diplômes.

En conclusion, on trouve qu'il existe beaucoup d'arguments en faveur d'un système de prêts en fonction du revenu. Le montant à rembourser ne doit pas excéder la somme empruntée avec l'intérêt et la commission. Les riches doivent payer plus vite que les pauvres. Enfin une solution optimale consiste à l'application d'un système de prêts et de bourses pour les frais d'entretien des étudiants.

C les différents choix du financement de l'enseignement

On va analyser les changements du financement des établissements d'éducation entre 1992 et 2002 en partant de la crise du financement qui a résulté de la croissance démographique rapide et du manque de confiance dans la capacité du gouvernement à promouvoir la croissance.

Dans nos jours il y a une grande tendance vers des ressources de financement mixtes où les étudiants participent à une partie des coûts de leurs formations.

1- Le développement du financement privé

Le développement des ressources privées dans l'enseignement post-obligatoire peut être fait par la création ou

l'expansion d'institutions privées financées par les contributions des étudiants, de leurs familles ou bien par des nouvelles ressources offertes par le secteur public. Ces différentes méthodes sont regroupées sous le nom de PRIVATISATION.

a- Le financement par l'utilisateur

Le premier moyen de diversification des ressources de financement de l'enseignement passe par la contribution des étudiants. Cette participation est justifiée par le fait que les étudiants retirent des avantages de leurs études, ces avantages peuvent être sous formes de gains culturels et intellectuels, mais surtout sous formes de gains financiers avec des revenus plus élevés.

Même si les bénéfices sociaux ont des effets favorables sur la société et qui peuvent justifier la participation de la communauté au financement. Les bénéfices individuels retirer de l'éducation sont beaucoup plus important et ne peuvent pas être contester. Pour cela les organisations internationales comme la banque mondiale qui a un rôle important dans le développement de l'éducation insistent sur le partage des coûts du financement de l'éducation, c à d sur la participation de l'utilisateur.

La contribution de l'utilisateur peut prendre plusieurs formes. Les universités peuvent charger des frais d'études aux étudiants qui couvrent le coût des programmes de formation ainsi que le coût du logement. Donc les établissements d'enseignements suivent une logique du marché où les coûts de la formation doivent être couverts par une taxe payée par le client. Il existe d'autres moyens comme la taxation du diplôme une fois que les diplômés entrent sur le marché du travail, afin de rembourser leurs dettes envers la société.

b- Les frais d'études

Il faut d'abord rappeler la différence entre les frais d'études et le coût d'entretien, les coûts d'entretien regroupent les frais de la formation ainsi que les coûts du logement et d'alimentation des étudiants. Il y a un nombre très limité de pays qui sont capable d'assurer la couverture des dépenses d'entretien. Mais dans la majorité des pays, les universités sont entrain de charger de plus en plus les étudiants par les frais des services

qu'elles fournissent. Ces frais sont quantifiés de manière précise afin d'éviter les sous-estimation et donc la réduction des ressources destinées aux activités éducationnelles.

Avant les années 1980, il y avait deux types d'institutions d'enseignement, ceux qui appliquaient le principe de l'enseignement gratuit et ceux qui chargeaient des frais d'études substantiels. En Europe les seules contributions demandées aux étudiants étaient des contributions de nature sociale.

Mais aujourd'hui on trouve que dans la majorité des pays les frais d'études ont relancé un débat. Ces frais ont été introduits ou augmentés dans plusieurs pays, comme au Royaume-uni au Portugal en 1990 et en Autriche en 2000.

Mais le débat sur la légitimité des frais d'études existe encore et il se manifeste par la faible croissance des frais en France et même la baisse dans certains pays comme en Portugal et en Irlande.

Hors l'Europe le monde suit une tendance générale vers l'augmentation de ces frais même dans des pays comme la Chine.

c- Des frais d'études sélectifs

Dans d'autres pays qui n'ont pas appliqué les frais d'étude on a introduit de nouvelles taxes applicables à des étudiants spécifiques.

Certaines taxes ont une nature contraignante, par exemple en Allemagne les étudiants dont le séjour d'études dans une université dépasse la durée moyenne d'études sont obligés à payer une taxe de 1000 DM par semestre.

D'autres étudiants doivent payer des frais d'études, comme les étudiants étrangers qui sont inscrits dans des programmes spécifiques ou admis au-delà du nombre de places financé par le budget public. Il existe dans certains pays un développement de la formation permanente ou de programmes courts dans les domaines où la demande est forte.

Dans certains pays comme la Hongrie, la loi distingue deux types de programmes d'études, ceux financés par des ressources publiques et ceux financés par frais d'études, ce qui signifie que dans le cadre des universités publiques coexistent deux catégories d'étudiants. Cette possibilité est favorisée par le fait que certains pays trouvent des problèmes à maintenir le financement de l'enseignement avec une désorganisation de leur administration fiscale. C'est le cas de la Russie où le gouvernement ne peut pas assumer les coûts de l'enseignement et la levée des taxes présente une autre problématique.

En Afrique subsaharienne se manifeste une tendance vers l'augmentation des frais d'études selon un système double où les meilleurs étudiants sont admis sans frais et les autres doivent payer des taxes assez élevées.

d- Le paiement différé des frais d'étude

Il existe deux méthodes de remboursement des fonds investis dans l'éducation : remboursement des prêts utilisés dans le financement de l'éducation et remboursement par des moyens fiscaux comme la taxe sur le diplôme.

En Australie, ils ont adopté un nouveau système de financement qui consiste à l'introduction de frais d'étude assez élevés, tout en différant leur paiement jusqu'après l'obtention du diplôme. Le remboursement démarre une fois que le revenu des anciens étudiants atteindra un certain niveau. Cette méthode de prêt et de remboursement représente un avantage pour les étudiants et aussi pour l'administration fiscale.

En Ecosse le parlement a adopté un système de financement de l'éducation différent de celui du reste du Royaume-Uni, selon lequel les paiements peuvent être différés, donc les étudiants ont deux choix entre un paiement en liquide ou à crédit.

e- La commercialisation de services par les institutions

La commercialisation des services représente une ressource très importante pour les institutions d'enseignement supérieur, par exemple 20% des ressources des universités nord-

américaines sont constitué par ces services indifféremment de leurs natures publiques ou privées.

En Europe on trouve que certaines universités commencent à agir comme des entrepreneurs qui recherchent des ressources plus variées de financement et donc de réduire leur dépendance vis à vis de la communauté. Ces universités ont créé des entités qui doivent agir en tant qu'interfaces avec les milieux sociaux et économiques. Ces entités sont gérées de manière commerciale selon les règles du marché. Elles sont chargées de commercialiser les résultats de recherche et du transfert de technologie.

Les universités peuvent bénéficier de ressources supplémentaires par l'exportation de programmes éducationnels ou par l'ouverture de filiales dans d'autres pays. Par exemple les universités britanniques, Australiennes, Américaines ont des filiales en Europe et en Asie. La commercialisation des programmes d'instruction et de ressources éducationnelles est en pleine expansion et surtout suite au développement des NTIC.

f- Les revenus du patrimoine

Les revenus liés au patrimoine institutionnel que les établissements d'enseignement tirent restent limités. Aux États-unis le revenu du patrimoine représente 1% des ressources des établissements publics et 7% des ressources des établissements privés.

Les revenus du patrimoine peuvent jouer un rôle plus important si on applique la proposition faite par le parti conservateur britannique. La proposition demande que toutes les institutions soient dotées d'une certaine dotation en ressources financières, afin que leur fonctionnement et leurs investissements soient assurés à partir des rendements de l'investissement de ces ressources.

g- Bourses et donations

Si on encourage les donations par l'offre des avantages fiscaux, cela est équivalent à une réduction des ressources publiques. Pour les donateurs cela présente la capacité de déterminer les destinataires de leur générosité, pour les

bénéficiaires, un tel système présente l'avantage de rendre les résultats dépendants des efforts faits en vue de les acquérir.

h- Les limites à la diversification des ressources

La tendance des pays à l'expansion du financement privé de l'éducation n'est générale dans tout le monde. Certains pays ont connu une hausse du financement public comme le Japon, le Mexique et l'Irlande, ce fait s'explique par l'existence de nouvelles sources de financement public. Dans d'autres pays on a formulé des politiques qui favorisent l'équité dans l'accès à la formation.

La capacité des parents et des étudiants à financer leurs études peut rencontrer certaines limites. Parfois les parents ne possèdent pas les ressources nécessaires ou bien la volonté de participer au financement de l'éducation de leurs enfants. Ce problème soulève la question sur l'autonomie financière des jeunes adultes. De même les conditions du marché du travail ne permettent pas aux étudiants de collecter les ressources nécessaires à leur entretien en même temps qu'ils continuent le processus d'étude et de formation. Les systèmes de prêts et de remboursements différés nécessitent un développement supplémentaire du système fiscal et financier.

La diversification des ressources rencontre des limitations dans le cadre des milieux économiques et sociaux nationaux. Et aussi la philanthropie ne constitue pas une source de financement substantielle, à l'exception des pays où l'enseignement supérieur est solidement implanté et où existent des motivations en faveur de la participation financière privée.

L'enseignement privé est représenté comme la solution à l'expansion rapide de l'enseignement post-obligatoire pour faire face à la croissance de la demande. C'est le cas d'un grand nombre de pays dans le monde. Une telle expansion pose plusieurs questions sur la qualité des services éducatifs et sur les mesures d'équité dans les pays où les candidats à revenus bas qui n'ont pas été admis dans les institutions publiques doivent payer des frais d'inscription élevés dans le secteur privé.

2- Le développement du financement public

Le financement public a une grande importance sur le fonctionnement des institutions d'enseignement supérieur. Les autorités publiques peuvent utiliser les fonds du financement public comme un instrument de pilotage des systèmes d'enseignement supérieur.

a- Le financement par activités

Le financement de l'enseignement supérieur a été rapporté aux indicateurs de volume de l'activité institutionnelle. Les autorités ont décidé de rationaliser les procédures de distribution de ressources de l'enseignement supérieur en utilisant ce système.

Ce type de financement peut être évalué par le volume de ressources utilisées. On élabore des modèles qui tiennent compte des salaires du personnel et de l'équipement utilisé mais cette méthode peut reproduire les inégalités qui ont conduit aux actuelles différences en termes de moyens.

Le financement basé sur l'activité mesurée en termes de nombre d'étudiants est le même que le système des coupons éducationnels (vouchers), qui a été considéré comme le système le plus efficace pour introduire la flexibilité et le dynamisme du secteur éducationnel. Les étudiants reçoivent des coupons qui leur permettent de payer les frais de leurs études auprès des institutions de leur choix. Les ressources seront dirigées vers les établissements d'enseignement. Le système de coupons a connu peu de succès dans l'enseignement supérieur, ce manque de succès a résulté de la diversité de types d'institutions et de domaines d'études, dont certains nécessitent plus de fonds.

Les choix des étudiants doivent être déterminés avant de pouvoir donner une valeur aux coupons. Enfin on peut conclure que les systèmes basés sur le nombre des étudiants sont facilement applicables et ont le même effet que l'utilisation des coupons éducationnels.

b- Le financement basé sur les résultats

Étant donné l'imperfection de l'information sur le marché, on ne peut pas toujours supposer que les fonds iront aux institutions les plus efficaces sauf si les individus ont les informations nécessaires pour identifier les institutions les plus performantes.

Certains pays sont arrivés à relier le financement public et la performance institutionnelle. Par exemple on peut li. Par exemple on peut lier le financement des établissements au nombre de diplômes délivrés. Afin de ne pas déstabiliser les institutions ce type de financement devra croître progressivement.

c- L'autonomie et le financement institutionnels

Dans les années 90 on a observé deux tendances contradictoires : une séparation entre le financement de la recherche et de l'enseignement et un effort de mondialiser les contributions publiques. La recherche est financée selon des critères différents de celles de l'enseignement. Cette évolution est entrain de provoquer des tensions dans le cadre des institutions.

La division du financement mène à une utilisation incorrecte des ressources et une incapacité d'aboutir au développement des institutions d'enseignement.

Dans le but de maintenir l'autonomie des institutions, certains pays comme la France, les Pays-Bas ont introduit dans leurs procédures de financement la négociation de contrats pluriannuels basés sur des projets stratégiques élaborés par chaque universités.

d- l'aide pour les étudiants

Le réaménagement des aides aux étudiants a suivi le fait que les frais de l'éducation qui étaient traditionnellement inexistantes ont commencé à augmenter, c'est le cas des pays bas où les étudiants reçoivent des allocations qui dépassent les frais

de leurs études et où les étudiants les plus pauvres bénéficient d'une bourse supplémentaire.

En Europe il existe un débat en matière d'aides aux étudiants. Il y a deux points de vue qui s'affrontent. Le premier soutien que l'étudiant doit être autonome. Le deuxième soutien qu'il faut tenir compte des ressources des parents.

Dans les pays où les frais d'éducation sont très élevés des institutions et des fondations de charité ont développé certaines politiques d'aide, en vue de supporter le financement public. Aux Etats-unis les universités à haut frais d'études ont établi un système privé d'aide afin d'attirer les meilleurs étudiants. De cette manière le secteur privé a créé un système d'aide qui vient à l'aide de celui du gouvernement.

e- La conclusion sur les types de financement public et privé

En ce basant sur les changements des années 1990 on peut attirer l'attention sur un système mixte d'enseignement supérieur qui combine les ressources publiques et privées. L'établissement des frais d'études substantiels, accompagnés de bourses pour étudiants en fonction de critères sociaux permettent aux étudiants les plus pauvres de continuer leurs études. Le financement public alloué est organisé de manière à garder un niveau suffisant de motivation pour stimuler une amélioration des performances et pour rendre les institutions plus autonomes.

Le recours au frais d'études est en expansion, mais le principe de ces frais n'est pas accepté par certain pays cependant l'utilisation de paiement différé des frais de l'éducation permet d'ouvrir le chemin à une meilleure distribution des charges entre la communauté et l'individu.

On peut conclure enfin que la redistribution observable au niveau mondial de l'effort de financement de l'enseignement supérieur du secteur public vers le secteur privé peut cacher deux phénomènes : la convergence vers un système mixte et la transformation des modalités publiques d'intervention.

D. Analyse du financement de l'enseignement dans les pays IEM

L'OCDE et l'UNESCO ont élaborés des indicateurs sur les pays IEM (indicateurs de l'éducation dans le monde). Ils examinent à la fois les investissements et les rendements de l'éducation et du capital humain.

Cette étude analyse aussi le financement des systèmes éducatifs en examinant les dépenses et les stratégies d'investissement dans le capital humain dans les pays IEM.

L'éducation présente une grande importance pour les pays IEM, il est clair qu'un niveau d'éducation élevé est non seulement essentiel pour les individus mais aussi pour la nation.

Les pays participants au programme UNESCO/OCDE IEM sont : L'Argentine, le Brésil, le Chili, La Chine, l'Egypte, la Fédération de Russie, l'Inde, l'Indonésie, la Jamaïque, la Jordanie, la Malaisie, le Paraguay, le Pérou, les Philippines, le Sri Lanka, la Thaïlande, la Tunisie, l'Uruguay, et le Zimbabwe.

1. L'impact de l'éducation sur l'activité économique

Il est très clair que le capital humain est associé avec plusieurs avantages économiques comme la croissance et non économiques comme l'amélioration de la santé et celle du bien être. Les pays du monde visent à promouvoir la prospérité économique, un meilleur taux d'emploi et la cohésion sociale à l'aide de l'investissement dans le capital humain. Donc aujourd'hui on considère la formation comme un investissement dans l'avenir des sociétés et non simplement dans le future des individus.

Aujourd'hui on a besoin d'une bonne compréhension de la nature et du rôle du capital humain et des différentes politiques de promotion de la formation.

Actuellement on a créé des mesures indirectes et limitées du capital humain souvent sous forme d'années d'éducation formelle initiale. Il faut élaborer des méthodes pour saisir, mesurer et analyser les rapports entre le capital humain et toute la gamme de ses impacts sur le bien-être personnel, social et économique.

Notre analyse va porter sur le rôle du capital humain dans la stimulation du bien-être individuel et social dans les pays IEM.

Cette analyse montre que les personnes plus formées ont plus de chance de participer au marché du travail et une probabilité moindre d'être au chômage. Dans les pays IEM la participation au marché du travail augmente avec le niveau de la formation des individus. De même les salaires des personnes augmentent avec leur niveau d'éducation. Dans les pays IEM, les avantages salariaux sont très importants ce qui reflète un éventail des salaires très étendu sur le marché du travail. De façon générale ce sont les pays de l'Amérique latine qui enregistrent les plus grandes différences de revenu par niveau d'éducation.

Le rôle de l'éducation est très important mais il est difficile de mesurer son effet sur l'économie. Ni le PIB brut ni même le bien-être des individus peuvent refléter adéquatement toutes les dimensions des avantages présentés par la formation qui peuvent inclure les droits des personnes leurs libertés civiques, la bonne santé, un environnement propre...

Même que le PIB souffre de plusieurs limitations en tant que mesure de la production économique. Il reste une composante significative du bien-être économique des individus et il est un rapport qu'on puisse dire qu'il est mesuré d'une manière fiable dans les différents pays et dans le temps.

La relation entre le capital humain et la croissance économique peut être évaluée à l'aide des variables explicatives portant sur le capital physique, l'éducation, le niveau de revenu, et des variables muettes pour divers facteurs sociaux et institutionnels.

Cette étude est menée sur les pays IEM. Le résultat de l'analyse est une association entre les améliorations de la réserve de capital humain et la croissance économique des pays IEM. Les pays où le lien entre le capital humain et la croissance économique a été le plus fort sont l'Argentine, le Chili, la Jamaïque, la Malaisie, le Pérou, les Philippines. L'impact du capital humain sur la croissance économique a été plus limité en Egypte en Inde et en Tunisie, pays qui sont caractérisés par un niveau de capital humain plus faible que le reste des pays IEM. Donc on peut suggérer que le capital humain joue un rôle plus important dans les pays qui possèdent un certain seuil critique.

Une comparaison de la croissance économique dans les pays IEM et dans les pays de l'OCDE suggère que le rôle du capital humain s'accroît avec le développement industriel et le niveau général d'éducation atteint.

2. L'offre et le financement des services éducatifs

L'expansion de l'éducation a beaucoup d'implications financières. Les pays IEM qui sont des pays à revenus intermédiaires ont atteint l'objectif de l'éducation de base universelle et cherchent à élargir la formation tertiaire et secondaire et améliorer leur qualité. Les pays IEM rencontrent beaucoup des obstacles pour financer avec des ressources publiques et privées la formation post-obligatoire.

Dans les pays IEM il existe un problème essentiel, c'est le problème des inégalités, de pauvreté et d'exclusion. Les pays IEM ont accompli des efforts importants pour atténuer ces effets à l'aide de l'éducation, mais il reste beaucoup de questions non résolues.

Ces questions portent sur l'équité dans la distribution des opportunités éducatives, et sur la conservation de la qualité de l'enseignement suite à l'expansion de l'investissement éducatif. Des arguments économiques suggèrent qu'une distribution plus égale des opportunités éducatives contribue à soutenir la croissance économique.

Il existe deux types de pays parmi les IEM, un groupe de pays qui ont accompli de rapides progrès en matière d'éducation grâce à des investissements coûteux et un autre groupe qui a investi moins dans l'éducation et son progrès est plus lent.

Pour étudier les différentes politiques d'éducation dans les pays IEM, il faut examiner les acteurs publics et privés impliqués, la façon dont ils conduisent la gestion et le financement des institutions éducatives.

L'étude des pays IEM montre qu'il existe une grande différence entre ces pays en matière d'investissement public et privé dans l'éducation. Cet investissement varie entre 1.2% du PIB en Indonésie à 9.9% du PIB en Jamaïque. Les contributions privées ont aussi une très grande importance.

La répartition des dépenses dans un pays donne une idée de la politique appliquée dans ce pays. Dans certains pays (Philippines et Zimbabwe) la majorité des ressources sont concentrées sur l'enseignement primaire et même parfois les dépenses dépassent le nombre d'étudiants de ce niveau, ce qui signifie que ces pays consacrent leurs efforts sur l'éducation de base. Mais au niveau tertiaire, la proportion de dépenses publiques est disproportionnée par rapport à la proportion d'étudiants.

Les différences de dépenses par étudiants par niveau d'éducation influencent la répartition globale des dépenses par niveau. La Malaisie dépense 2 fois plus pour un élève du secondaire que pour un élève du primaire et 8 fois plus pour un élève du tertiaire. Au contraire en Chine, en Indonésie et au Brésil le coût d'un étudiant du supérieur est plus de 12 à 16 fois celui d'un élève primaire.

Suite à l'augmentation de la pression sur les ressources publiques, on peut conclure que les efforts visant l'expansion de l'éducation ne peuvent aboutir que grâce à un partage des coûts et la mise en oeuvre des frais de scolarité.

Du point de vue équité, certains économistes disent qu'il faut augmenter les frais surtout pour l'enseignement supérieur puisque les individus tirent le plus grand avantage

de leurs études supérieures, mais d'autres économistes disent que ces frais vont exclure les individus les plus pauvres de continuer leurs études supérieures. Il existe des inquiétudes quant à l'expansion des frais d'éducation qui peuvent créer une barrière à l'entrée et peuvent détruire l'effort d'égalité de chance dans l'éducation.

Les nouvelles stratégies visent non seulement l'élargissement des ressources de financement publique et privée mais aussi l'élargissement des possibilités d'apprentissage et l'amélioration de l'efficacité du système de scolarisation. Dans les pays IEM, l'enseignement primaire et secondaire sont financés par des ressources publiques, dans un assez grand nombre des pays IEM les fonds sont versés au même temps aux institutions privées et aux familles des étudiants.

Il existe une grande différence entre les pays IEM en matière de dépenses par étudiants. Ces dépenses comprennent des paiements directs aux institutions éducatives : frais d'inscription, frais de pension, de repas, de services médicaux, et autres services de bien-être.

Le niveau des dépenses dépend du type d'école : les écoles publiques exigent moins de ressources que les écoles privées financées par des ressources publiques et les écoles privées financièrement indépendantes. Au Paraguay, les élèves et leurs familles ne supportent qu'une faible partie des coûts de financement de l'éducation, les parents apportent des contributions bénévoles aux écoles primaires pour fournir des fonds complémentaires destinés à payer les coûts non supportés par le secteur public. A l'opposé, dans les écoles privées les familles paient des inscriptions et des frais à tous les niveaux de l'enseignement car l'état ne prend pas en charge les salaires de tous les enseignants.

Dans certains pays IEM les frais de scolarité sont fixés par l'état pour le secteur public et privé. Dans d'autres pays les frais sont fixés pour le secteur public et ne sont pas réglementés pour le secteur privé. Dans certains pays IEM, les associations des parents des étudiants jouent un rôle important dans la collecte des frais auprès des familles. Ces frais sont

utilisés dans des activités parascolaires et des événements sportifs.

Dans des pays comme les pays IEM caractérisés par des fortes disparités socio-économiques, le développement de l'enseignement supérieur doit donner un accès plus équitable à l'éducation, mais la réalité est différente car il y a un renforcement des mécanismes d'exclusion social, les familles aux ressources limitées ne peuvent pas faire face aux coûts de l'éducation aux niveaux les plus élevés.

L'expansion de l'inscription dans les écoles privées a émergé en réponse à différents contextes. Un des contextes est celui où les écoles privées répondent à un excédent de demande dû à un déficit de l'offre du secteur public.

Enfin, il faut dire que l'évolution du financement de l'enseignement et le partage des coûts entre le secteur public et le secteur privé doivent veiller sur l'équilibre entre les deux types de financement afin de ne pas créer des barrières aux étudiants les plus pauvres.

3- La perspective des pays IEM pour l'avenir

Les pays IEM ont reconnu la grande importance de l'enseignement, ils sont entrain d'investir dans le capital humain afin de créer une main d'œuvre qui apporte une nouvelle valeur aux produits et aux services. Les travailleurs formés seront le groupe dominant de la main d'œuvre, ils auront un haut degré de mobilité social ascendante, ils seront présents dans tous les secteurs de l'activité économique.

Certaines études prévoient qu'en 2020 (le temps nécessaire pour que la réforme scolaire porte ses fruits) la production industrielle de beaucoup des pays IEM aura au moins doublé, les emplois industriels seront remplacés par du travail intensif en connaissance, donc la connaissance devient une ressource économique clef. À l'aide de l'investissement dans le capital humain la connaissance devient non seulement abondante mais renouvelable.

Mais il y a une question qui se pose, les pays IEM sont-ils capables de répondre à ces défis?

Les pays IEM ont réalisé des progrès significatifs en augmentant l'accès à l'éducation dans l'espace d'une seule génération. Cependant, l'expansion de l'éducation donne une image partielle de la situation. La traduction de l'investissement dans l'éducation par une grande disponibilité de capital humain dépend de la participation réussie à des niveaux plus élevés d'éducation.

On conclusion on peut dire que malgré le progrès significatif, il reste beaucoup à faire dans les pays IEM pour atteindre les pays de l'OCDE. L'expansion de l'éducation indique que les efforts doivent aller loin au-delà de l'enseignement de base et viser des lacunes de compétences spécifiques de la main d'œuvre adulte.

E. Conclusion

Le concept du capital humain est d'une grande importance dans le cadrage des politiques de scolarisation, cette importance a été reconnue par la majorité des gouvernements des pays du monde, et elle a conduit vers l'expansion de l'enseignement qui présente non seulement des avantages individuels sous formes de revenus élevés mais aussi des avantages pour la société sous formes intellectuels.

Ce mémoire a traité le sujet du financement de l'enseignement qui représente un état de crise à cause du conflit entre les tenants du financement public et ceux du financement privé, il a représenté la solution qui consiste à un financement mixte où les étudiants supportent une partie des coûts de l'enseignement. Ce mémoire a traité les différentes formes de financement qui vont du traditionnel jusqu'aux les nouvelles méthodes de financement mixte.

Enfin on a analysé l'expansion de l'éducation dans les pays IEM qui constituent un échantillon des pays en voie de développement et on a insisté sur le rôle de l'éducation dans la croissance économique et dans la création d'une main d'œuvre intensive en connaissance.

Il reste à dire que l'éducation qui crée la connaissance est à la base de tout développement. À l'aide de l'éducation on peut favoriser l'expansion de la production ainsi que la croissance économique.

Références :

1- Repenser le financement de l'enseignement post-obligatoire

Source : CEPES

Auteur : Jean-claude EICHER et Thierry CHEVALIER

Nb de pages : 34

Description : Cet article traite le sujet des modifications des méthodes de financement de l'éducation et il présente des nouvelles alternatives.

Adresse :

http://www.cepes.ro/publications/hee_french/1-2_2002/eicher.htm

2- Le financement de l'enseignement supérieur : une décennie de changements

Source : CEPES

Auteur : Jean-claude EICHER et Thierry CHEVALIER

Nb de pages : 16

Description : Cet article représente une suite à l'article précédant car il est écrit par les mêmes auteurs mais 10 ans après, il reprend les idées de base du financement de l'éducation et il élabore les nouvelles formes de financement privé et public.

Adresse :

http://www.cepes.ro/publications/hee_french/1-2_2002/chevaillier.htm

3- L'investissement en capital humain via l'enseignement et la formation post-obligatoire

Source : OCDE

Nb de pages : 25

Description : Cet article représente les avantages que l'individu tire de l'investissement en capital humain et il élabore les facteurs qui incitent les individus à cet investissement.

Adresse :

<http://www.oecd.org/pdf/M00023000/M00023503.pdf>

4- Du bien-être des nations : Le rôle du capital humain et social

Source : OCDE

Nb de pages : 10

Description : Cet article donne une définition du capital humain et du capital social et représente les avantages de l'éducation ainsi que les politiques qui aident à son développement.

Adresse :

<http://www.oecd.org/pdf/M00023000/M00023798.pdf>

5- Décortiquer le capital humain

Source : L'Observateur

Auteur : Joop Hartog

Nb de pages : 4

Description : Cet article contient une définition générale de la notion du capital humain et il traite d'autres aspects comme la surqualification.

Adresse :

<http://www1.oecd.org/publications/observer/215/f-harto.htm>

6- Le financement de l'éducation- investissement et rendement (édition 2002)

Source : OCDE

Nb de pages : 20

Description : cet article se penche sur le financement des systèmes éducatifs en examinant les dépenses et les stratégies d'investissement dans les pays IEM (indicateurs de l'éducation dans le monde).

Adresse : <http://www.oecd.org/pdf/400038000/m00038997>

7- Financement de l'éducation en Ontario

Source : ministère de l'éducation (Ontario)

Nb de pages : 5

Description : Cet article traite le sujet du financement de l'enseignement en Ontario, mais même il traite un sujet particulier et il peut être utilisé comme un compliment aux autres articles qui traitent le sujet d'une manière plus conceptuelle.

Adresse :

<http://www.edu.gov.on.ca/fre/document/reports/task02f/2.pdf>